



## RAPPORT D'ACTIVITES 2011

### A- Introduction

Introduire ce rapport d'une année 2011, c'est présenter une année de changement et de mutation dans la gouvernance du CCB qui projette des évolutions. Et c'est dans cette période d'installation d'une nouvelle équipe, poursuivre la mise en œuvre d'un projet d'établissement et du projet associatif.

En effet, cette année restera marquée par les départs annoncés en juin dernier du Président, Christian Poimboeuf et du Directeur, Alain Penven. L'un et l'autre ont œuvré pour gérer la nécessaire transformation du Collège dans le cadre de ses statuts, fonctionnement et gouvernance. Ils ont soutenu et permis la constitution d'un établissement autonome, établissement supérieur participant au service public de l'enseignement supérieur. Le président s'est engagé avec un investissement sans faille, en appui au directeur, à la recherche de l'équilibre économique du Collège. Ainsi cette équipe, puisqu'il faut souligner derrière ces deux acteurs, cette équipe (bénévoles et professionnels), a créé les conditions d'un projet associatif fort, se voulant contributif à l'économie sociale et solidaire, dans un souci permanent du respect des capacités de propositions de chacun. Qu'ils en soient tous deux remerciés. Nous aurons à cœur de continuer à inscrire les valeurs du Collège Coopératif dans son environnement.

Nouvelle équipe donc avec l'élection de Marilou Leighton à la présidence, l'embauche d'Anne-Claire Devoge à la direction,

le remplacement de Christine Orand, qui a fait valoir ses droits à la retraite fin décembre, par Sandrine Clerget et de nouvelles propositions et organisations de travail collectif ont vu le jour en ce début d'année.

Ces changements si ils ont créé quelques incertitudes dans cette fin d'année et une mobilisation accrue de l'équipe des salariés et administrateurs du CCB, sont aussi l'occasion de se repositionner, d'entreprendre à nouveau pour transmettre et se réapproprier collectivement les orientations.

Ainsi Henri Desroche<sup>1</sup> écrivait à propos de cette aventure singulière : *« j'ai remémoré la liste déjà longue de nos colloques et de nos patrouilles au cours de l'année écoulée, soupesé les risques et les chances, évalué l'ardente patience à investir dans ce transit (...), mesuré le désirable à l'aune du possible... et réciproquement testé et re-testé la fiabilité du fil directeur, supputé des étapes, repéré des obstacles, escompté des alliances, décompté des échéances, escompté des intentions, apprécier la valeur de l'espoir en mettant en balance l'éventualité des désenchantements... »*

*Conclusion : Pourquoi pas ? La traversée en vaut la peine. Alors allons-y donc pour fréter des caravelles, recruter des matelots et tracer un itinéraire déjà aventureux sur nos cartes encore fantaisistes. Car en effet, (...), tout ceci est évidemment plus facile à dire qu'à faire.»*

Gardant cette référence en tête, en fêtant les 30 ans en cette année 2012, ce rapport à l'image d'un itinéraire aventureux, dans ce contexte de changement, présente de manière détaillée les activités réalisées au cours de l'exercice 2011 et les perspectives engagées au cours du premier semestre 2012. Ces activités s'inscrivent dans les orientations du projet d'établissement, elles sont aussi le fruit d'initiatives, de sollicitations et d'opportunités.

Les vents contraires, notamment le contexte économique particulièrement tendu, et les tempêtes, nous ont contraints à réduire quelque peu la voile en ce début d'année 2012, mais l'itinéraire reste fixé : « permettre à l'apprenant d'être le premier entrepreneur de sa formation... » n'est pas qu'une formule ! Depuis 30 ans, dans la formation supérieure continue, dans la recherche, nous avons mis en acte, par la démarche coopérative, les situations de formation propices, à passer du dire au faire...

### SOMMAIRE

A- Introduction	p. 1
B- Formations diplômantes	p. 2
C- Autres formations	p. 4
D- CERCOOP	p. 5
E- Instances, réseaux et partenariat	p. 7
F- Communication	p. 7
G- Conclusion	p. 8
Glossaire	

<sup>1</sup> Directeur d'études à l'EHESS, directeur du Centre de recherches coopératives. Courrier de réponse à François Furet, Président de l'EHESS, le 15/10/1979

## **B- Formations diplômantes**

(cf statistiques en annexe)

### **1. DHEPS REPS, Responsable d'Etudes et de Projet Social (Niveau II)**

#### **Promotion Dheps Reps 50**

En décembre 2011, la promotion DHEPS 50 (8 personnes, dont une en itinéraire personnalisé qui poursuit jusqu'à juin sa formation), a quitté le Collège Coopératif. Elle a, à cette occasion, soutenu deux projets sociaux collectifs alors que les soutenances de mémoire de recherche-action vont s'échelonner sur le premier semestre 2012.

#### Projets sociaux :

- Création d'un guide d'initiatives autour de la question alimentaire sur Villejean.
- Construire un environnement favorable à la mise en œuvre d'une Web TV sur la commune de Romillé.

#### Mémoires :

- L'engagement professionnel au prisme de la participation sociale des enfants dans deux IME. Enjeux d'une réappropriation.
- Enfermés dehors. Etude sur les maltraitances subies par les jeunes à la rue, à Rennes, dans les prises en compte et les prises en charge dont ils font l'objet.
- La dimension relationnelle de l'attractivité territoriale. L'exemple des entreprises de l'économie sociale et solidaire du Trégor-Goëlo.
- Lutte contre l'Habitat Indigne et autonomie des personnes vulnérables : des textes de lois vertueux à la réalité des habitants majeurs protégés. L'auto-réhabilitation accompagnée proposée par l'association Compagnons Bâisseurs, l'exemple d'un processus d'accompagnement atypique.

...

La concomitance avec le DEIS pendant deux ans a créé une dynamique d'échange jugée stimulante par les étudiants.

Malgré sa taille réduite, cette promotion est restée inscrite dans le collectif et a fait preuve d'un bon investissement dans les évaluations formatives intermédiaires, ce qui augure d'un bon taux de soutenance.

#### **Renouvellement de la certification professionnelle :**

En septembre 2011, nous avons initié une demande de renouvellement de la certification professionnelle ce qui a été l'occasion pour nous de vérifier par une enquête la pertinence de nos propositions et l'évolution de carrières de nos anciens étudiants. Nous avons officiellement obtenu le renouvellement de la certification au mois de mai 2012, et cela pour un délai de 3 ans, ce qui permettra de nous en prévaloir à la prochaine rentrée de septembre. Manifestement nos collègues du RIHEPS ont éprouvé davantage de difficultés auprès des organismes instructeurs régionaux. Ce point est à mettre à l'ordre du jour des débats du RIHEPS notamment dans le cadre d'une demande d'habilitation en réseau.

### **2. DEIS, Diplôme d'Etat d'Ingénierie Sociale (Niveau I)**

La mise en œuvre du DEIS en janvier 2010 dans le cadre d'une concomitance avec le DHEPS (les deux premières années) et le Master2 IMP (la troisième année) a regroupé une promotion de huit personnes dont une dispensée des épreuves 1 et 2 par le règlement d'examen.

L'expérience acquise à travers le DHEPS et le Master IMP permet la conduite de ce programme en travaillant les convergences et les spécificités. La formation s'étale sur 3 ans et s'achèvera donc en 2012 avec l'évaluation de 3 épreuves.

La spécificité du DEIS est d'abord d'engager les étudiants, en groupes d'intervention, sur la réponse à des demandes d'études de terrain. Il a donc été nécessaire de réaliser un travail

de sensibilisation des réseaux professionnels afin d'identifier des commandes rentrant dans le cadre du DEIS : diagnostic, conception, évaluation.

Trois études de terrain sont en cours de finalisation :

- *Vieillir chez soi aux Hautes Ourmes.* Commanditaire : Collectif des Hautes Ourmes.
- *Les Habitants relais contributeurs du « vivre ensemble » sur le patrimoine d'Aiguillon ?* pour Aiguillon construction.
- *Etude pour un dispositif d'évaluation qualitative de "Sortir".* Commanditaire : APRAS.

La deuxième épreuve du DEIS, l'écriture d'un article à caractère scientifique et professionnel, travaille au développement des capacités de communication écrite dans une perspective de valorisation des études et des recherches. Enfin, notons la mise en œuvre de la direction des mémoires sur le modèle de la coopération de recherche qui a fait ses preuves en DHEPS.

Une concertation avec la DRJSCS a permis de préciser les modalités pratiques de l'évaluation finale. Elle a aussi été l'occasion de préciser la nouvelle organisation de l'équipe pédagogique pour 2012 et plus largement de réactualiser la déclaration préalable.

A cette occasion, l'opportunité d'une demande d'allègement et de dispense auprès de la DRJSCS pour le DHEPS REPS a été envisagée. Elle se justifie en effet au regard plus précisément de l'investissement théorique et méthodologique des étudiants inscrits en DHEPS REPS. Jusqu'à présent ces derniers pouvaient candidater en Master 2.

A travers ces propositions s'expriment ainsi le souci de pouvoir proposer une architecture de diplômes et des parcours individualisés mais qui restent garants d'une dynamique collective.

### **Septembre 2012 : reports de rentrées pour les promotions DHEPS Repts et DEIS**

L'incertitude des effectifs des promotions DHEPS Repts et DEIS à l'automne 2011, nous a contraint à reporter la rentrée en septembre 2012.

Nombre de nos candidats n'avaient pas reçu alors de réponse à leurs demandes de financement. Un autre argument étayait celui-ci à savoir le décalage de calendrier avec le Master2 IMP qui a priori rendait inconfortable la mutualisation de certains cours en 3<sup>ème</sup> année. Ce report s'avère totalement pertinent puisqu'il a laissé le temps aux promotions de se constituer (au moins une dizaine de personnes pour le DHEPS alors que pour le DEIS, six à huit personnes devraient être admises). Ces deux éléments (des effectifs moindres et l'enjeu des concomitances) nous conduisent aujourd'hui à envisager des rentrées DHEPS REPS et DEIS tous les deux ans.

### **3. DPITSH, Chargé de Projets d'Insertion Professionnelle des Travailleurs en situation d'handicaps (Niveau II)**

La fiche de présentation de la certification peut être consultée sur le site du CNCP :

[www.cncp.gouv.fr](http://www.cncp.gouv.fr)

L'objectif de la formation DPITSH est de permettre aux professionnels de l'insertion des personnes en situation de handicap de développer leurs compétences et de se doter d'outils méthodologiques d'intervention suscitant et favorisant l'intégration et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap.

Le programme DPITSH est structuré sur les principes suivants :

- Quatre modules sur le domaine du handicap, de l'accompagnement des personnes, de l'intégration en entreprise, de la méthodologie de recherche professionnelle.

- Des parcours différenciés permettant l'accès à des professionnels en adéquation avec leurs objectifs :

- a) « Présentiel »** par regroupements mensuels sur deux ans (60 jours).

Effectifs pour 2011 :

- 2<sup>e</sup> année de la promotion 17 : 9 étudiants.
- 1<sup>ère</sup> année de la promotion 18 : 9 étudiants.

- b) « A distance »** par l'accès aux ressources sur une plateforme informatique et par un accompagnement en quatre regroupements d'une semaine chacun sur deux ans.

Effectifs pour 2011 :

- 2<sup>e</sup> année de la promotion 17 : 10 étudiants.
- 1<sup>ère</sup> année de la promotion 18 : 3 étudiants.

- b) VAE :**

Effectifs pour 2011 en dispositif « VAE » : 2 étudiants ont obtenu le diplôme en décembre 2011, deux se sont engagés dans le parcours.

- d) Modules « à l'unité »** avec certification.

- La construction d'un projet de dimension professionnelle à travers les trois épreuves de la certification : exploitation conceptuelle et monographie problématisée (première année), mémoire (seconde année).
- Une équipe pédagogique et des jurys d'évaluation du mémoire constitués d'experts et de professionnels du champ du handicap dont certains sont diplômés DPITSH.

L'enregistrement RNCP a été reconduit. A la demande de la commission, le diplôme s'intitule dorénavant DPITSH Chargé de Projets d'Insertion Professionnelle des Travailleurs en Situation d'Handicaps.

### **4. CAFERUIS-DHEPE**

La formation Caferuis-Dhepe est mise en œuvre simultanément dans le cadre de l'arrêté du 8 juin 2004 (Diplôme d'Etat de niveau II) et dans le cadre du référentiel de formation Dhepe.

L'année 2011 a poursuivi la mise en application, au plan institutionnel, de l'avenant à la convention entre le CCB et l'AFPE, redéfinissant la place et le rôle de chacun sur le site de Bruz-Rennes. Le Conseil de Perfectionnement tient désormais lieu de Conseil Technique Pédagogique -CTP-, et se réunit au moins 3 fois dans l'année sous la direction du Conseil d'Administration de l'AFPE, porteur administratif du diplôme. Au plan pédagogique, nous avons enregistré un nombre significatif de stagiaires, une trentaine contre une vingtaine, l'année dernière sur le site de Rennes-Bruz.

Par ailleurs, les modifications apportées au système modulaire, ont conforté les choix opérés et donné leur pleine satisfaction aux stagiaires. Des évolutions qui ont permis de donner davantage de cohérence et de lisibilité au parcours de formation. Trois épreuves de validation proposées par les centres de formation sanctionnent le parcours : une épreuve sur table de gestion financière et administrative (en février 2011), un oral de management d'équipes (en mai 2011) et la présentation d'un dossier technique (en juin 2011).

La soutenance du mémoire, épreuve de certification finale, s'est déroulée début novembre 2011. Dans l'ensemble, les résultats au diplôme ont été plutôt satisfaisants. Sur 33 candidats, 23 ont été admis soit un taux de réussite de 69%.

En ce qui concerne la demande de formation, après un léger tassement constaté entre 2008 et 2009, l'année 2011 a marqué une nette évolution des effectifs et des demandes.

Les évolutions politiques et juridiques actuelles (sur les questions d'évaluation et à la faveur de la création des ARS) devraient sans doute inciter à davantage de formation des cadres.

Les secteurs de l'aide à la personne, du handicap, de la petite enfance et des personnes âgées ainsi que la fonction publique hospitalière, notamment, constituent des gisements ou champs d'investigation pour les années à venir. Il convient également de signaler les évolutions d'ordre institutionnel avec la création de l'UNAFORIS, qui ne manqueront pas de clarifier les relations notamment entre le CCB et l'AFPE (qui forment désormais avec l'IRTS de Bretagne, une même identité juridique dans le cadre du GIRFAS).

### **5. Master 2 IMP (Insertion Médiation Prévention)**

L'évaluation très positive du Master 2 IMP par le ministère a permis dans le plan quadriennal 2012-2015, la validation de la nouvelle maquette M1 et M2. Les évaluateurs soulignent la bonne insertion des diplômés à 18 mois, l'ancrage du diplôme dans son environnement professionnel et enfin la diversité du recrutement en raison d'une attractivité régionale et nationale.

Sur les 15 candidats inscrits sur la promotion 2010, 11 ont été admis soit un taux de réussite de 73%. 3 étudiants, sur les 4 inscrits en formation continue, ont soutenu.

La rentrée 2011 a permis d'accueillir dix-huit étudiants dont 8 étudiantes de formation continue. Les soutenances auront lieu au deuxième semestre 2012. Notons cette année une difficulté particulière liée au départ (rapide) d'Alain Penven au 1<sup>er</sup> septembre 2011. Le passage de témoin n'a pu se faire dans de bonnes conditions, en l'absence d'un remplaçant. La concomitance entre DEIS et Master déjà évoquée plus haut,

dans un calendrier non harmonisé (une année civile pour les uns, une année scolaire pour les autres) doit être revu. C'est chose faite à l'écriture de ces quelques lignes. Les intervenants du CCB ont continué par ailleurs leurs interventions.

Comme chaque année, les étudiants du Master2 IMP organisent un séminaire sur une question sociale. Cette journée a été inscrite dans le programme du DEIS et du DHEPS et a pour thème « Le non recours : ces invisibles qui boudent l'intervention sociale ? ».

---

## **C- Autres formations**

### **6. Formation action participative CRES**

Pendant six ans durant, le CCB a animé, en partenariat avec la CRES Bretagne, les modules départementaux de formation des dirigeants élus et cadres de l'Economie Sociale et Solidaire et elle s'inscrit dans l'animation du Conseil scientifique de l'ORESS. Cette année, et d'un commun accord, cette collaboration a été davantage orientée sur certains axes de développement contenus dans le schéma régional de développement de l'ESS (SRDESS) en Bretagne. Dans cette perspective, le CCB apportera sa contribution au SRDESS sur les différents axes stratégiques proposés, soit comme tête de réseau ou comme partenaire.

### **7. Formation-action auprès de services de prévention spécialisée (diagnostic de positionnement)**

La Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence d'Ille et Vilaine avait confié au Collège Coopératif une première formation au diagnostic de positionnement appliqué à la prévention spécialisée qui s'est achevée à l'automne 2011.

A partir d'un cahier des charges validé par les professionnels, un cycle de formation en trois temps avait été élaboré :

un programme de formation en alternance pour une douzaine d'éducateurs de prévention sur les aspects théoriques et pratiques du diagnostic de territoire ; trois séminaires d'appropriation collective pour l'ensemble des salariés du service de prévention (trente personnes) et enfin, nous sommes intervenus en appui des six équipes de prévention dans la réalisation de leur diagnostic. Les membres du groupe qui ont suivi la formation en alternance ont eu la possibilité de valider l'unité de formation « projet social » du DHEPS.

Cette première expérience s'est prolongée avec le début d'une formation à l'automne 2011 et qui se poursuivra en 2012 auprès de deux autres services (APE2A à Fougères et le Goéland à St Malo) sur un format assez similaire à celui qui avait été initié. Nous avons surtout travaillé cette fois-ci à une meilleure articulation entre la démarche formative et l'initiation des travaux sur site pour qu'il y ait une anticipation et un étalement de la charge de travail qui pèse sur les équipes dans le cadre de la réalisation pratique de leur diagnostic de positionnement.

### **8. ADAPEI 35**

A la demande de la direction générale de l'Association ADAPEI 35, le CCB a proposé un cycle de formation-action sur six journées, en vue de mobiliser les dirigeants et cadres de cette institution sur les enjeux stratégiques pour l'association et le champ médico-social et développer une culture associative par la réflexion partagée sur les enjeux, la valorisation des convergences et la mutualisation des outils. Le cycle de formation de six journées s'est déroulé sur deux sites différents et a mobilisé plus de cinquante-huit participants (administrateurs, directeurs, directeurs-adjoints et chefs de service).

Les six journées prévues s'articulent autour des thèmes suivants :

"Changements politiques et juridiques et transformation du champ du handicap" ;

"Territorialisation et handicap. L'exemple de l'ARS" ;

"Partenariat, réseaux et structures de coopération" ;

"Projet associatif, engagement bénévole et utilité sociale" ;

"Accompagnement, participation et citoyenneté"

et "Management des équipes et gestion prévisionnelle des emplois et des compétences".

Les modalités d'animation alternent témoignages, illustrations, travaux en sous-groupes, échanges-débats et synthèses.

Le bilan de ce cycle de formation novateur pour l'Association a donné lieu à des prolongements à trois niveaux : la formation des membres des Instances Représentatives du Personnel (IRP), l'accompagnement à la formulation du projet stratégique associatif et l'accompagnement des équipes à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC). Missions que le CCB a assurées avec constance et application sur la base des principes de co-construction, de valorisation des acteurs et de mutualisation des expériences. La mission relative à la GPEC se poursuivra durant toute l'année 2012.

---

## D- CERCOOP

---

### 9. Recherche partenariale

#### **Programme LFS -La Fabrique du Social- et convention avec le CRESEB -Centre de Ressources et d'Expertise Scientifique sur l'Eau en Bretagne-**

Ces deux programmes de recherche-action interrogent centralement la question du croisement des savoirs et la productivité des coopérations chercheurs-acteurs que ce soit dans un contexte de politique publique (autour de la qualité de

l'eau) ou d'émergence d'actions publiques initiées par la société civile dans le secteur du social (innovations sociales).

En cela, tant les méthodologies développées que les résultats produits sont susceptibles de réactualiser et de diversifier des orientations théoriques et épistémologiques des collègues coopératifs et devront faire l'objet de réinvestissement dans les programmes de formation.

#### **➤ La fabrique du social, expérimentation et innovation sociale**

(en partenariat avec ARCS, CRES, Rennes2, l'UBO et avec le soutien de la Région, de l'Etat et de la DRJSCS).

Le programme de recherche « La Fabrique du Social, expérimentation et innovation sociale » se donne pour objectif central de comprendre les processus collectifs d'hybridation des savoirs au cœur des initiatives expérimentales et innovantes. Il privilégie une approche inductive, afin de produire progressivement des grilles d'analyse permettant de donner un contenu à la notion d'innovation sociale et d'identifier des éléments de théorie de l'action innovante à partir de l'observation des terrains et des acteurs.

Le bilan des travaux réalisés au cours de la deuxième année porte principalement sur l'approche fine et dense de dix innovations sociales sur le territoire breton à partir de propositions méthodologiques diversifiées. Il ne s'agissait en effet pas d'imposer une problématique de recherche ou une méthodologie mais d'ouvrir un espace de négociation permettant la construction d'un partenariat fondé sur la coopération et la compréhension. Aussi, en fonction des contraintes des acteurs, de leurs intérêts et sensibilités, il a été possible de pratiquer différentes méthodes en recherchant dans la mesure du possible leur participation à la production des données et à leur

analyse. La réflexivité sur les pratiques de recherche permettra de nourrir une réflexion épistémologique et méthodologique sur la recherche coopérative et par effet de généralisation, sur les enjeux heuristiques d'un tiers secteur scientifique. Les dix monographies, rédigées à partir d'une grille de lecture partagée par le groupe de travail, vont servir de matériaux aux analyses transversales et à la capitalisation et à la valorisation qui constituent les principaux attendus pour 2012.

Dans cette perspective, deux manifestations sont d'ors et déjà programmées dont le site dédié du collègue se fait l'écho [www.lafabriquedusocial.fr](http://www.lafabriquedusocial.fr) :

- Un séminaire scientifique restreint :

  - « Trajectoires, processus et productions des innovations sociales », le 19 juin 2012.

- Un colloque mobilisant les promoteurs d'innovations sociales sur le thème :

  - « Se mettre en recherche. Dynamiques collectives et réflexives des acteurs de l'innovation sociale », les 8 et 9 novembre 2012 à Rennes.

#### **➤ Etude des coopérations acteurs-chercheurs (la qualité de l'eau en Bretagne)**

Dans le prolongement des réflexions initiées ci-dessus, la création du CRESEB, Centre de Ressources et d'Expertise Scientifique sur l'Eau en Bretagne qui se veut une interface, une plateforme d'échange entre les acteurs de la gestion intégrée de l'eau et les scientifiques, a suscité l'intérêt du CCB. En effet, son positionnement autour du transfert et de l'animation de dispositifs participatifs augure d'un champ de questionnements pour lesquels le CCB se propose d'apporter sa contribution :

- La référence au transfert de connaissances pour animer le dispositif ne risque-t-elle pas d'induire une vision relativement descendante et désincarnée de la construction des problèmes ?

- Est-ce que précisément l'entrée par l'appropriation sociale des sciences n'est pas plus pertinente dans la mesure où elle s'intéresse de façon centrale, certes à la production de connaissances, mais surtout aux conditions de leur circulation et de leur réception par les acteurs locaux en charge de l'amélioration de la qualité de l'eau ?
- Comment, dans le cadre des forums proposés par le CRESEB, développer des modalités d'animation pertinentes et constructives ?

Initié en 2011, ce chantier se poursuivra sur l'année 2012 autour de différentes propositions de travail qui structurent le diagnostic : un travail de veille scientifique, la participation réflexive à des réunions de travail, un travail d'enquête auprès d'acteurs qui permettent de mieux comprendre comment, dans ce cas singulier peut s'envisager la question des coopérations acteurs de l'eau et scientifiques ; et la participation à un forum où seront déroulées des pistes de réflexions sur ces coopérations chercheur-acteur.

## 10. BIPESS

La démarche expérimentale BIPESS, initiée depuis 2009 par le CCESS, le CG 35 et la Région Bretagne et mise en œuvre par le CCB, est arrivée à son terme en 2011. Trois ans durant, la démarche a été expérimentée auprès de vingt-trois entreprises d'économie sociale et solidaire (ESS) du Département d'Ille et Vilaine. Malgré les difficultés rencontrées, notamment dans la mobilisation des entreprises, le BIPESS a constitué une opportunité pour les acteurs de l'ESS de réfléchir sur les conditions et principes d'évaluation des démarches de progrès, dans lesquelles la prise en compte de la diversité des

parties prenantes de la structure est une exigence. Ainsi, l'apport de partenaires associés, le croisement des regards, l'accompagnement des séances collectives, produit un effet d'objectivation de la compréhension de la situation de l'organisation et de ses acteurs. Le BIPESS permet de valoriser les acquis, de souligner les faiblesses et d'identifier les axes à travailler. Il constitue aussi l'occasion de se familiariser avec des notions complexes, de donner un contenu à un discours en le rapprochant des pratiques concrètes (exemples : solidarités produites, capacité d'innovation, question du pouvoir et de la démocratie).

L'analyse transversale des données permet une connaissance fine des organisations et de leurs dynamiques de développement. Dans les sociétés de personnes, que constitue l'ESS, par opposition à des sociétés de capitaux, l'ESS s'affirme par l'importance accordée aux relations humaines. La qualité des relations entre les parties prenantes (administrateurs, salariés, adhérents, sociétaires) souligne la capacité de ces entreprises à produire du lien social, de la confiance, de la reconnaissance. Notons aussi l'intérêt accordé à la formation des acteurs, au développement des compétences et des qualifications et à la qualité de l'emploi. L'ESS se distingue par la mobilisation collective des acteurs et la recherche de manière constante des solutions nouvelles : réponse à des besoins émergents, innovation organisationnelle, nouveaux services à la population. Marquant ainsi la capacité de l'ESS à inventer des réponses novatrices et à les partager dans des réseaux ou à l'échelle des territoires. A ce propos, ces organisations sont souvent placées, par le marché et les marchés publics, dans une

contradiction entre logique de coopération et logique de concurrence. Solides par leurs capacités collectives, fragiles parfois au plan économique, les structures cherchent à construire une cohérence interne tout en se positionnant dans des réseaux et des territoires.

Dans cette perspective, la démarche BIPESS, comme celle des pôles de développement de l'ESS, peut constituer un espace structurant de mutualisation et de renforcement des capacités d'adaptation des structures de l'ESS. La démarche BIPESS permet une approche sectorielle et qualitative de l'impact de l'ESS sur un territoire.

A titre d'exemples, citons la création d'emplois et son impact dans l'économie locale, la sensibilisation de la population à des enjeux de société (santé durable), des effets de développement local à partir d'initiatives diverses. Le BIPESS contribue au développement des ressources de proximité, à leur mutualisation et au renforcement du capital social du territoire (confiance et réciprocité), et nourrit une démarche de prospective territoriale. Au terme de l'expérimentation, des prolongements sont envisagés tant dans la formation des acteurs de l'ESS que dans l'accompagnement des entreprises, la diffusion et valorisation des démarches de progrès sur les territoires.

En définitive, le BIPESS constitue une nouvelle approche constructive, négociée et donc partenariale des démarches de progrès au sein du secteur de l'ESS, au même titre que le Bilan sociétal, le DLA ou l'Utilité sociale. Cependant, il soulève la question de son adéquation possible avec les démarches normatives comme celle promue actuellement par la démarche qualité ISO 26000 !

## **11. ARPES (Revue électronique de valorisation des recherches actions sur les pratiques et expérimentations sociales)**

Démarrée en 2010, le Comité éditorial de la revue s'est mis en route et a diffusé deux numéros thématiques pour les appels à contribution.

L'un sur la « recherche partenariale » et l'autre sur « l'innovation sociale ».

Dans cette mise en route, le Comité éditorial en 2011 a poursuivi le rubricage de la revue et affiné sa ligne éditoriale. Six textes ont été publiés en 2010, un en 2011 et le travail a repris début 2012 avec la perspective de nourrir le dossier « innovation sociale » de ces nouvelles productions.

Nous nous interrogeons aussi collectivement sur la production des étudiants du CCB, notamment en lien avec leur mémoire Dheps ou Master. L'écriture d'un article à caractère scientifique, proposé aux épreuves du DEIS pourrait trouver là une valorisation et une contribution à la ressource collective des acteurs du CCB.

---

## **E- Instances, réseaux et partenariat**

---

### **12. GNCC**

Le GNCC a poursuivi ses actions de coordination et de réflexion partagée dans un rythme moins soutenu. De plus, au renouvellement des Directeurs au CCPAM (Collège Coopératif Provence-Alpes-Méditerranée) et au CCRA (Collège Coopératif Rhône Alpes), s'ajoute celui du CCB en 2011 ! La réflexion sur les perspectives du groupement entamée en décembre 2010 a conduit à la mise en œuvre d'une mission d'étude prospective qui a été confiée à Joël CADIÈRE et conduite au premier semestre 2011, afin de nourrir la réflexion

des équipes et des conseils d'administration. Cette étude a été ainsi présentée lors de l'Assemblée Générale de 2011 et les pistes de réflexion ont nourri les travaux du Conseil d'Administration et du Conseil Scientifique dans son séminaire de septembre.

A l'heure d'un double changement dans la gouvernance (présidence et direction), l'enjeu est à l'accueil, au diagnostic partagé, à l'interne du Collège Coopératif de Bretagne pour ensuite (re)construire des liens avec les autres Collèges Coopératifs afin de se réapproprier ces enjeux.

### **13. Missions d'évaluation externe**

Le CCB-CERCOOP est habilité, depuis deux ans, par l'Agence Nationale d'Evaluation Sociale et Médico-Sociale (ANESM).

L'évaluation externe constitue désormais un marché. Plus de 36 000 établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESMS) sont concernés d'ici à 2015-2016, selon le calendrier réactualisé depuis peu par l'ANESM. Cette année, le CCB-CERCOOP a assuré des missions d'évaluation externe dans des secteurs divers, allant de l'aide à la personne au secteur du handicap. Ces missions d'évaluation externe sont assurées par des équipes pluridisciplinaires, constituées sur la base de compétences spécifiques et attestées.

Pour le CCB-CERCOOP, l'enjeu est double : apporter dans les démarches d'accompagnement une spécificité pédagogique coopérative (une coloration CCB qui tient au respect d'un certain nombre de valeurs et de principes d'intervention), d'une part mais aussi de bâtir avec l'ensemble des équipes d'intervenants variés, une plateforme pluridisciplinaire, capable de répondre aux sollicitations

diverses et de s'adapter aux attentes et besoins des établissements et services. Par ailleurs, c'est aussi l'occasion de renforcer la place des usagers dans ce processus d'évaluation.

---

## **F- Communication**

---

### **14. FOAD SOCRATIC**

Les modules en ligne sont utilisés ponctuellement par les étudiants du CCB. Cela nécessite une mise à jour régulière (recommandations, monographies...) et une aide technique lorsqu'ils en ressentent le besoin.

Par ailleurs, trois personnes se sont inscrites en parcours libre en 2011 et peuvent dans ce cadre, avoir accès pour une année aux ressources de l'ensemble des modules.

### **15. Information et communication**

#### **Brèves**

Le CCB poursuit une communication électronique régulière avec la publication bimestrielle de ses brèves, lettre d'information électronique envoyée à tous les partenaires du CCB par le biais de la liste de diffusion [ccb-info@listes.uhb.fr](mailto:ccb-info@listes.uhb.fr)

Le nombre d'abonnés à la liste est en constante augmentation, il est passé de 3 500 en 2010 à 4 850 début 2012.

Des actualités ponctuelles (information journées d'études et colloques, offres d'emploi...) sont également publiées sur ce même support d'information, ce qui permet de maintenir le lien avec nos différents partenaires.

#### **Site Internet**

Le site Internet du CCB <http://www.ccb-formation.fr> est mis à jour régulièrement. Une grande majorité des candidats qui prennent contact avec le CCB pour obtenir de la documentation sur les formations, le font par ce biais.

En 2011, la page d'accueil a fait l'objet de 11 000 connections et l'analyse de google Analytics nous montre que de nombreux internautes arrivent sur le site du CCB par le biais d'autres sites Internet sur lesquels nous sommes référencés. Par ailleurs, les formations du CCB sont toujours inscrites sur différents annuaires de la formation tels que emagister.fr, pourseformer.fr ou educaedu.org, sites qui génèrent de nombreuses demandes de dossiers de renseignements et permettent d'élargir nos fichiers de candidats.

Les sites Internet annexes des programmes de recherche BIPESS et La Fabrique du Social, ainsi que le site Internet de la revue électronique ARPES sont actualisés régulièrement, notamment les rubriques « Actualités » qui permettent d'informer les internautes sur le déroulement des programmes. Ces sites sont accessibles par le bandeau de droite du site Internet principal du CCB mais ont également leurs propres adresses et un référencement spécifique a été fait pour chacun d'entre eux à leur création.

### **Documents de communication**

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2011, un mailing important a été fait en direction de plus de cinq cents employeurs du secteur social et médico-social du Grand Ouest. Une plaquette de présentation de l'ensemble des formations diplômantes a été élaborée et envoyée avec un courrier d'accompagnement explicitant les différentes actions du CCB.

Suite à la demande des membres du Conseil Scientifique et du Conseil d'Administration, une équipe de travail a été constitué au cours du dernier trimestre 2011 afin de concevoir un nouveau document d'information sur le CCB.

Cette plaquette générale aura pour objectif de présenter le CCB dans un document unique, diffusable pour une première prise de contact sur le CCB.

### **Presse**

Les formations du CCB sont inscrites chaque année sur des supports papier tels que les annuaires édités par les revues Lien Social et Directions.

Le CCB s'adresse aussi tout au long de l'année aux professionnels du secteur médico-social par le biais de diffusions régulières dans la revue Vrac Infos du CREAI de Bretagne. Une plaquette de communication de quatre pages a été conçue en 2011 sur l'offre de formation du CCB et a été diffusée dans les numéros de Vrac Infos des mois de mai et septembre.

### **Perspectives pour 2012**

2012 verra la refonte du site Internet du CCB, aussi bien dans sa forme que dans son fond, ceci afin qu'il soit plus en adéquation avec la nouvelle plaquette de présentation du CCB (en cours de réalisation).

---

## **G- Conclusion**

---

En guise de conclusion de ce rapport d'activité, il nous faut considérer cette année 2011 comme une période de transition, propice à nous permettre des analyses et des évolutions de notre appareil de formation, de nos logiques coopératives, consolidant les acquis et valorisant l'expertise réalisée au fil de ces 30 années.

Pour ce faire, la conclusion de ce rapport ne peut que souligner - et remercier - chacun et chacune qui coopère dans les différentes instances et sphères de notre association : les administrateurs, les membres du Conseil scientifique et du Conseil technique et pédagogique, les représentants des universités partenaires, les partenaires professionnels et associatifs inscrits dans l'ESS, les coopérateurs et les intervenants. C'est par cette approche concertée et collective que nous faisons vivre les valeurs coopératives au travers de la formation, de la recherche partenariale, les actions innovantes du Collège Coopératif en Bretagne.

C'est dans une dimension collective de valorisation et de communication, que nous pourrons aller de l'avant, affiner nos stratégies et nos orientations, nous positionner dans l'environnement en affirmant notre identité "nouvelle" parce que sans cesse renouvelée de ce qui fait notre essence "Entreprendre d'apprendre, apprendre à entreprendre, autrement".



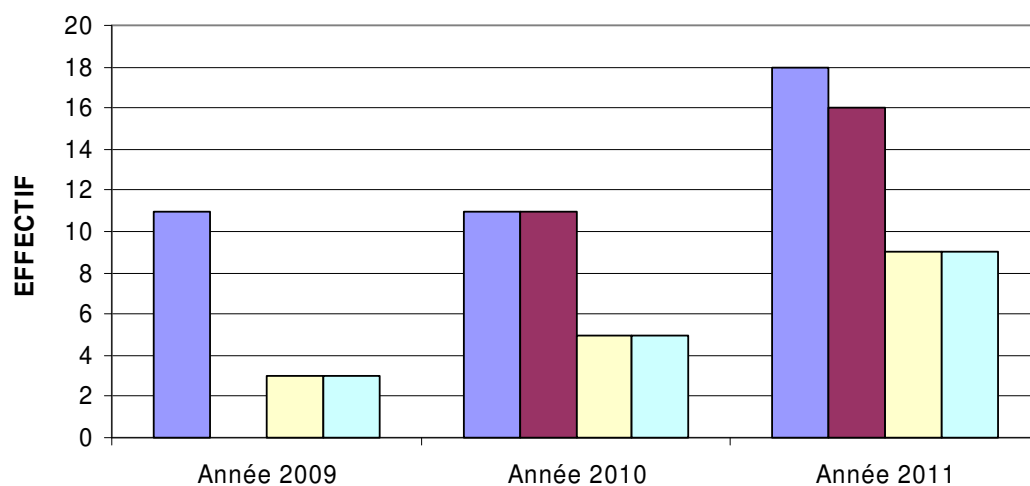
## **GLOSSAIRE**

ACSE	Agence Nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des Chances
ADAPEI	Association départementale des amis et parents de personnes handicapées mentales
AFORTS	Association Française des Organismes de Formation
ANESM	Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux
AFPE	Association pour les Formations aux Professions Educatives et Sociales
AGEFIPH	Association Nationale de Gestion du Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Personnes Handicapées
APF	Association des Paralysés de France
ARCS	Association Régionale des Centres Sociaux
ARPES	Revue électronique de valorisation des recherches actions sur les pratiques et les expérimentations sociales
ARS	Agence Régionale de Santé
BIPESS	Baromètre des indicateurs de progrès des entreprises de l'économie sociale et solidaire
CAFERUIS	Certificat d'Aptitude aux Fonctions d'Encadrement et de Responsable d'Unité d'Intervention Sociale
CCB	Collège Coopératif en Bretagne
CCESS	Comité Consultatif de l'Économie Sociale et Solidaire
CCPAM	Collège Coopératif Provence Alpes Méditerranée
CCRA	Collège Coopératif Rhône Alpes
CERCOOP	Centre d'Étude et de Recherche Coopérative
CG 35	Conseil Général 35
CIF	Congé Individuel de Formation
CNCP	Commission Nationale de la Certification Professionnelle
CREAI	Centre régional pour l'enfance et l'adolescence inadaptées
CRES	Chambre Régionale de l'Économie Sociale
CRESEB	Centre de Ressources et d'Expertise Scientifique sur l'Eau en Bretagne
CTP	Conseil Technique et Pédagogique
DEIS	Diplôme d'Etat d'Ingénierie Sociale
DHEPE	Diplôme des Hautes Etudes en Pratiques d'Entreprise
DLA	Dispositif Local d'Accompagnement
DHEPS REPS	Diplôme de Responsable d'Études et de Projet Social
DIF	Droit Individuel à la Formation
DPITSH (ex DPITH)	Chargé de Projets d'Insertion Professionnelle des Travailleurs en Situation d'Handicaps
DRJSCS	Direction Régionale de Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale
DRTEFP	Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
ECTS	<a href="#">European Credit Transfert System</a> (Système européen de transfert de crédits)
EHESP	Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique
EHESS	Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
ESAT	Etablissement et Service d'Aide par le Travail
ESS	Economie Sociale et Solidaire
GIRFAS	Groupe des Instituts Régionaux de Formation des Acteurs Sociaux de Bretagne
GNCC	Groupement National des Collèges Coopératifs
IRTS	Institut Régional du Travail Social
LFS	La Fabrique du Social
LMD	Licence-Master-Doctorat
M1 / M2	Master 1 / Master 2
MASTER 2 IMP	Master 2 Sociologie – Spécialité : Direction des Politiques et Dispositifs d'Insertion, de Médiation et de Prévention
MDPH	Maison Départementale des Personnes Handicapées
MFR	Maison Familiale Rurale
ORESS	Observation Régional de l'Économie Sociale et Solidaire en Bretagne
PAUF	Plan Annuel d'Utilisation des Fonds
RIHEPS	Réseau International des Hautes Etudes en Pratiques Sociales
SEA 35	Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence d'Ille et Vilaine
SOCRATIC	Système Ouvert et Coopératif de Recherche et d'Apprentissage par les Technologies de l'Information et de la Communication
SRDESS	Schéma Régional de Développement de l'ESS
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UBO	Université de Bretagne Occidentale (Brest)
UCE	Université Coopérative Européenne
UNAFORIS	Union Nationale des Associations de Formation et de Recherche en Intervention Sociale
VAE	Validation des Acquis de l'Expérience

# ANNEXES

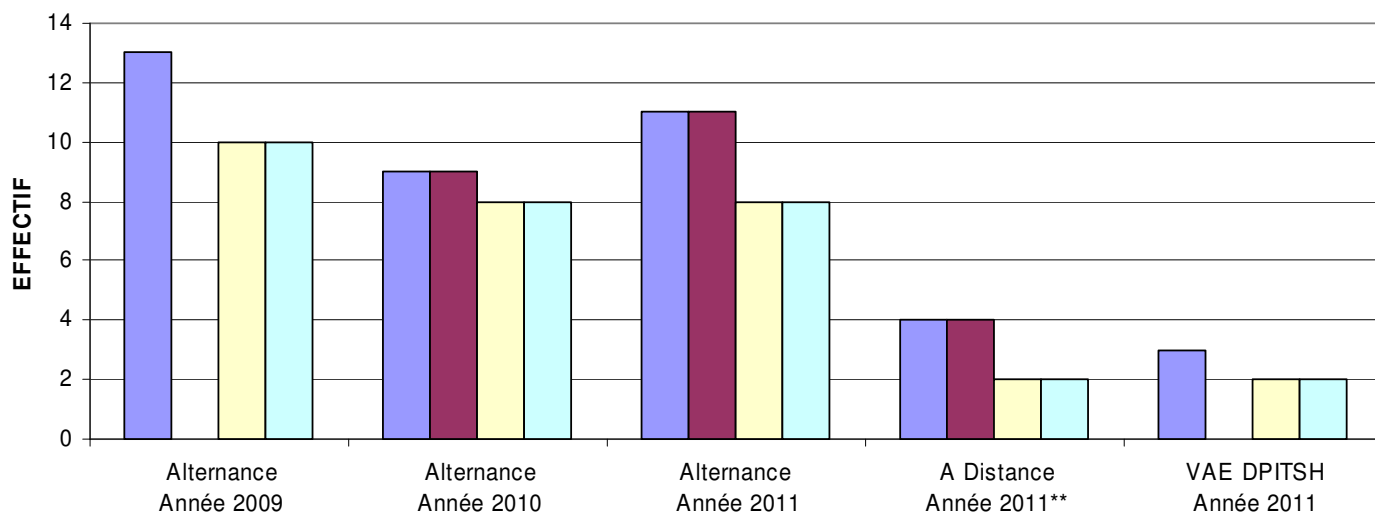
## Evolution des certifications Dheps et Dpitsh

### Diplômés de la formation DHEPS



■ Effectif    
 ■ Evaluation des Projets Sociaux (créée en 2010)    
 ■ Soutenances de mémoires    
 ■ Diplômés

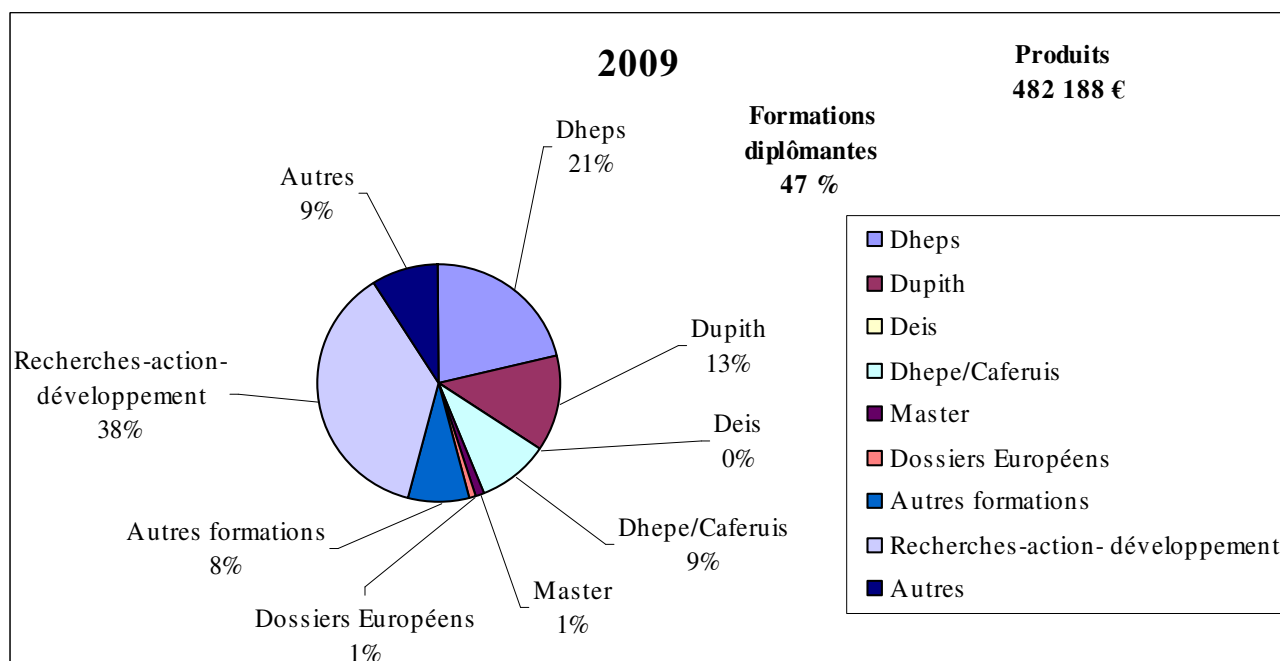
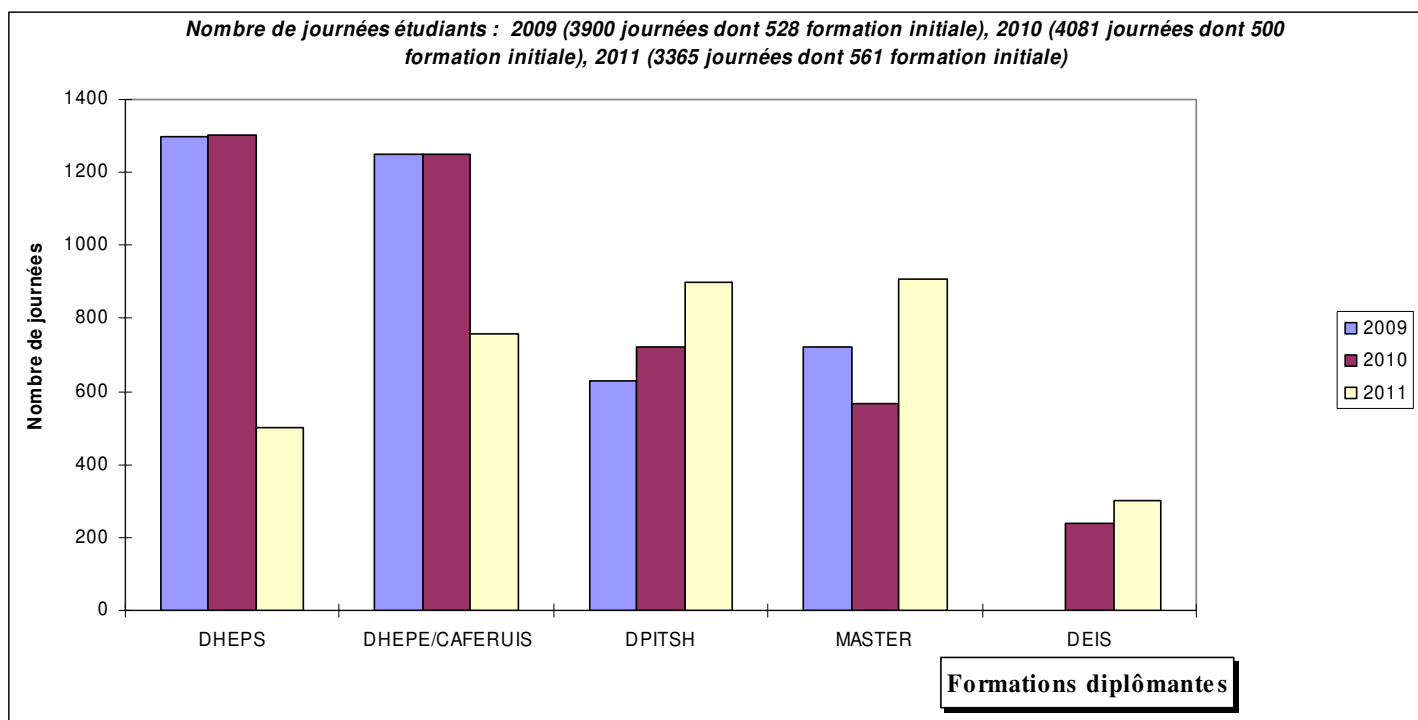
### Diplômés de la formation DPITSH



■ Effectif    
 ■ Document unique (notation à partir de 2010)    
 ■ Soutenances de mémoires    
 ■ Diplômés

**\*\* 2 soutenances programmées en septembre 2012 (dérogation)**

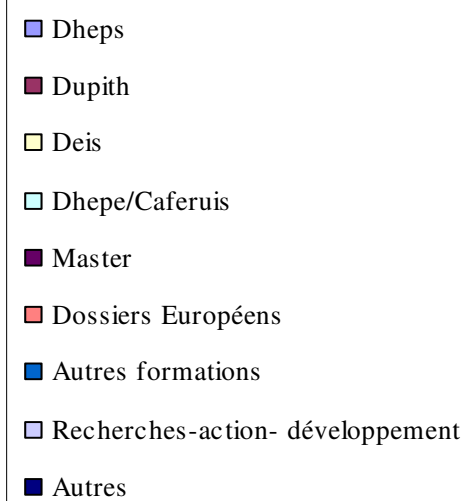
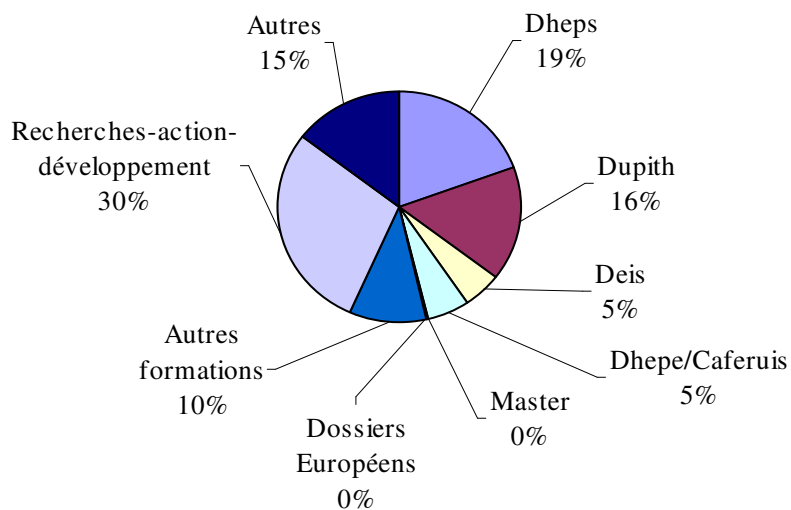
## Aspects quantitatifs de l'activité



## ANNEE 2010

**Formations  
diplômantes**  
46 %

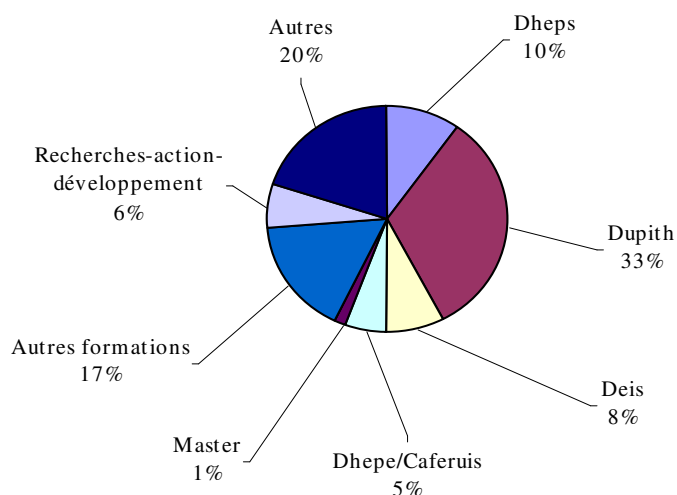
**Produits**  
499 328 €



## 2011

**Formations  
diplômantes**  
57 %

**Produits**  
333 947 €



## HISTORIQUE FONDS SOCIAL

Années	Montant total	Nombre de stagiaires	Type de diplôme							
			DHEPS	DPITSH	DHEPE	DESS	DEIS	MASTER	CADRARAC	ECRIR
1999	8 308€	13	5 564 €		2 744 €					
2000	6 560€	15	2 604 €	335 €	762 €				343 €	2 515 €
2001	7 226€	12	579 €	274 €	1 113 €	915 €				4 345 €
2002	3 438€	5	457 €	389 €		2 135 €				457 €
2003	6 848€	11	2 944 €	245 €	1 524 €	2 134 €				
2004	8 790€	11	2 740 €	500 €	2 100 €			2 150 €		1 300 €
2005	6 999€	10	4 893 €	1 775 €	331 €					
2006	5 455€	11	4 005 €	1 450 €						
2007	4 234€	8	2 944 €	1 290 €						
2008	3 402 €	4	2 487 €	915 €						
2009	3 208 €	4	1 293 €	1 915 €						
2010	7 773 €	10	3 417 €	2 606 €				1 750 €		
2011	9 549 €	10	665 €	7 134 €				1 750 €		